

Newsletter Seqlense - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

16 février 2026



Cette semaine, une ligne de force se dessine clairement : **la régulation ne se contente plus d'encadrer les marchés ; elle devient un outil de puissance économique et stratégique.**

Dans le secteur des crypto-actifs, la fin de la période transitoire MiCA approche. Les échéances ne sont plus théoriques : elles impliquent des fermetures, des consolidations et une restructuration réelle du marché européen. Au Royaume-Uni, la FCA renforce l'application des règles. À l'échelle mondiale, les stablecoins glissent progressivement vers un statut d'instrument de paiement régulé.

Dans la finance traditionnelle, la BCE ouvre le débat sur une supervision européenne des grands gestionnaires d'actifs. Le Parlement européen avance sur l'euro numérique. Ursula von der Leyen appelle à dépasser la fragmentation du marché unique. L'Europe veut devenir une puissance intégrée, capable de rivaliser avec les États-Unis et la Chine.

Mais un autre fil rouge traverse l'ensemble de ces sujets : **la souveraineté ne se joue plus seulement dans les textes, elle se joue dans les infrastructures.** Satellites LEO, data centers, IA open source, énergie industrielle et encore d'autres : derrière chaque ambition numérique ou financière se trouve une question plus fondamentale, celle du contrôle des capacités critiques.

La régulation devient donc un filtre qualitatif. Elle sélectionne les acteurs capables d'absorber la complexité, d'investir dans la conformité et de maîtriser leur chaîne de valeur technologique.

Pour les investisseurs, le changement apparaît comme structurel : **le risque réglementaire n'est plus périphérique ; il est constitutif du modèle économique.**

Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible à retenir cette semaine concerne principalement **la régulation européenne, qui se déplace progressivement vers les acteurs systémiques et les infrastructures critiques.**

Ce mouvement est discret, mais profond, avec, entre autres, la fin de la période transitoire MiCA impliquant un filtrage des prestataires crypto, une proposition de supervision de l'ESMA des grands gestionnaires d'actifs, des avancées du projet d'euro numérique, des sanctions crypto élargies, une pression sur la simplification du marché unique, ou encore des investissements massifs dans les data centers et les satellites.

Ce qui change, ce n'est pas seulement le niveau de régulation, c'est sa cible. La régulation ne vise plus seulement des produits ou des comportements isolés. Elle s'attaque désormais aux grands intermédiaires, aux infrastructures de paiement, aux réseaux de connectivité, aux capacités de stockage et de calcul, aux modèles d'IA. Autrement dit, **ce qui devient stratégique, c'est le contrôle des fondations du système financier et numérique.**

Pour les investisseurs, cela signifie que la juridiction d'implantation, la robustesse réglementaire, la dépendance énergétique, ou encore la maîtrise technologique, deviennent des variables d'analyse aussi importantes que la croissance ou la rentabilité.

Ce mouvement n'est pas encore pleinement intégré dans les valorisations, mais il redessine déjà la hiérarchie de résilience entre acteurs.

L'essentiel de la semaine :

Évolutions contextuelles et réglementaires

Focus sur les Crypto-actifs

✦ **Crypto-actifs: Fin de la période transitoire MiCA en ligne de mire**

L'Autorité des marchés financiers rappelle que la période transitoire permettant à certains prestataires de services sur actifs numériques (PSAN) d'opérer sans autorisation complète sous le régime MiCA expirera le **1^{er} juillet 2026**. Les prestataires concernés doivent finaliser leurs demandes d'agrément ou envisager la cessation ordonnée de leurs activités pour rester conformes.

Conséquences pour les sociétés non conformes : L'AMF souligne que les prestataires de services sur actifs numériques n'ayant **pas déposé une demande complète d'agrément MiCA** d'ici au **1^{er} juillet 2026** ne pourront plus continuer à exercer légalement leurs activités dans l'Union européenne. Concrètement, ces entreprises devront **procéder à une fermeture ordonnée de leurs services, suspendre l'accès de leurs clients ou transférer leurs portefeuilles à des prestataires agréés afin d'éviter** des sanctions réglementaires. Cette échéance constitue ainsi une échéance réelle et contraignante, susceptible d'entraîner des réductions de l'offre de services, des sorties de marché et des consolidations sectorielles à plus court terme.

Impact pour les investisseurs

Ce rappel formalise une échéance réglementaire majeure qui pourrait entraîner des **fermetures ou consolidations d'opérateurs** non conformes, réduisant l'offre de services et potentiellement affectant l'accès au marché.

✦ **Procédures civiles contre des plateformes crypto au Royaume-Uni**

Le régulateur britannique, la FCA, a engagé des **procédures civiles contre l'échange crypto HTX** pour avoir promu illégalement des services de cryptoactifs auprès de consommateurs, en violation du **Financial Services and Markets Act 2000**.

Impact pour les investisseurs

Le renforcement de l'application des règles sur les promotions financières liées aux crypto-actifs au Royaume-Uni, illustre une **tendance plus large à tenir les plateformes responsables du respect des normes de marché et de protection des consommateurs.**

Évolution globale des cadres crypto : UK et stablecoins

En Europe et au Royaume-Uni, les régulateurs affinent leurs cadres respectifs. Le statut réglementaire complet des plates-formes et des actifs (y compris les tokens utilisés comme monnaie ou moyen de paiement) s'intensifie, avec des échéances et des régimes d'autorisation clairement fixés à l'horizon 2026-2027.

Impact pour les investisseurs

L'anticipation de nouveaux régimes d'agrément, notamment au Royaume-Uni, peut influencer sur la disponibilité des services et sur le coût d'accès selon la juridiction.

Sanctions crypto pro-réglementation au sein de l'UE

La **Commission européenne** a proposé d'interdire toutes les **transactions crypto impliquant des entités liées à la Russie**, élargissant le périmètre des sanctions numériques pour contourner les moyens habituels de contournement des sanctions internationales.

Impact pour les investisseurs

Cela pourrait restreindre les flux transfrontaliers de crypto-actifs dans certains contextes géopolitiques, avec des implications pour les portefeuilles exposés à des projets ou des plateformes opérant ou relocalisant des services à risque de contournement des sanctions.

Tendances globales de régulation des stablecoins

À l'échelle mondiale, plusieurs économies (UE, Royaume-Uni, États-Unis, Singapour...) progressent vers des cadres réglementaires classant les stablecoins comme des instruments de paiement régulés plutôt que comme simples crypto-actifs spéculatifs, avec des exigences telles que le **full reserve backing** et des droits de rachat garantis.

Impact pour les investisseurs

Cette orientation **vers une régulation claire des stablecoins** renforce la confiance institutionnelle et pourrait faciliter l'adoption par les paiements et les services financiers intégrés.

Focus sur la Finance Traditionnelle et l'Industrie

Digital euro: avancée parlementaire majeure

Le **Parlement européen a approuvé la position du Conseil** sur la conception d'un **euro numérique** qui fonctionnerait à la fois en ligne et hors ligne, marquant un progrès législatif significatif vers une **CBDC européenne accessible d'ici 2029**.

Impact pour les investisseurs

Ce vote indique un engagement politique concret en faveur d'un **monnaie numérique de banque centrale européenne** qui pourrait remodeler les paiements, l'inclusion financière et la concurrence avec les stablecoins privés à long terme.

Vers une supervision européenne des géants de la gestion d'actifs

La Banque centrale européenne (BCE) a récemment recommandé que **l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)** devienne **l'organe central de supervision des plus grands gestionnaires d'actifs opérant dans l'Union européenne**, tels que BlackRock, Amundi et DWS, afin de pallier les « angles morts » du système actuel, fragmenté par la supervision nationale.

Ce changement est proposé car aujourd'hui, ces acteurs gèrent environ 6 300 milliards € d'actifs à l'échelle européenne tout en étant principalement supervisés au niveau national, ce qui peut masquer des risques systémiques transfrontaliers difficilement détectables par chaque régulateur isolé. Une supervision coordonnée par l'ESMA permettrait de renforcer la cohérence de la surveillance, de limiter les vulnérabilités systémiques et d'améliorer la transparence des flux de crédit et de liquidité vers l'économie européenne.

Sur le blog de la BCE, il est ainsi suggéré que l'ESMA coordonne des « collèges de superviseurs nationaux » pour surveiller les 10–15 plus grands gestionnaires actifs dans l'UE, en tirant parti du cadre existant du Système européen de supervision financière (ESFS).

Note de contexte : Cette proposition ne reflète pas encore nécessairement une décision politique formelle de la BCE ou de l'Union européenne, mais elle met en lumière un débat croissant sur la nécessité d'une supervision financière européenne plus intégrée face à l'internationalisation des acteurs financiers.

Impact pour les investisseurs

- ✓ **Réduction des risques systémiques** : Une supervision plus intégrée peut améliorer la détection précoce des risques à l'échelle de l'ensemble du marché, ce qui est crucial pour la stabilité des portefeuilles multi-actifs.
- ✓ **Clarté réglementaire** : Centraliser la supervision des grands gestionnaires d'actifs pourrait harmoniser l'application des règles au sein de l'UE, réduire les divergences entre juridictions et faciliter la gestion transfrontalière des fonds.
- ✓ **Confiance accrue des marchés** : Une surveillance européenne plus robuste peut renforcer la confiance des investisseurs institutionnels et particuliers dans la résilience du secteur financier face à des chocs économiques.
- ✓ **Compétitivité de l'UE** : En renforçant ses infrastructures de supervision, l'Union européenne peut mieux concurrencer les États-Unis et la Chine sur les marchés de capitaux mondiaux.

✚ Souveraineté européenne : Ursula von der Leyen presse l'UE d'agir

Face à une **concurrence économique mondiale de plus en plus intense**, la présidente de la **Commission européenne, Ursula von der Leyen**, a lancé un message franc en marge d'un sommet européen : **l'Europe doit faire tomber ses barrières réglementaires et administratives internes** si elle veut devenir un **acteur économique de poids mondial** et rivaliser durablement avec les États-Unis et la Chine.

Ursula von der Leyen a critiqué **la fragmentation réglementaire du marché unique**, avec 27 systèmes juridiques nationaux et plus de 300 places de marché, frein à la compétitivité et à l'innovation en Europe. Elle prône une **intégration plus rapide du marché des capitaux**, la simplification des normes et un accès plus fluide au financement pour les entreprises européennes, des mesures jugées indispensables pour stimuler l'investissement et la croissance. Dans cette logique, la Commission et les États membres préparent un **plan d'action d'ici 2028** visant à renforcer la cohésion du marché, réduire les coûts réglementaires et faciliter la création de champions industriels européens.

Ce discours s'inscrit dans une dynamique plus large : l'Europe ne souhaite plus se contenter de défendre un modèle économique fragmenté mais veut **devenir une puissance économique intégrée**, capable d'attirer et

de soutenir des investissements privés à grande échelle, notamment dans des secteurs stratégiques comme l'IA, l'énergie, la défense ou les technologies critiques.

Impact pour les investisseurs

Une harmonisation réglementaire pourrait réduire les charges liées à la conformité et les coûts d'entrée pour les acteurs européens et étrangers souhaitant opérer dans l'UE et ainsi offrir une **véritable réduction des coûts de conformité**. **L'accès au capital pourrait également être plus fluide** car l'approfondissement du marché des capitaux peut **faciliter la circulation des fonds privés**, dynamiser les financements de projets innovants et renforcer la confiance des investisseurs institutionnels. Des règles plus intégrées pourraient permettre à des entreprises de taille moyenne ou grande de **monter en puissance plus rapidement**, face à des rivaux américains ou chinois historiquement mieux intégrés.

Il existe cependant des risques de divergence politique. Des tensions entre pays favorables à des approches plus protectionnistes ou à une préférence pour la libéralisation pourraient ainsi persister, nécessitant une **veille réglementaire accrue** pour anticiper les arbitrages.

En résumé, le cri d'alarme d'Ursula von der Leyen illustre une **transition stratégique majeure** : l'Europe cherche à dépasser le stade d'un marché unique fragmenté pour devenir une **machine économique compétitive, intégrée et souveraine**. Pour les investisseurs, cette évolution pourrait ouvrir de nouvelles opportunités, mais aussi requérir une adaptation des stratégies aux **réformes structurelles et réglementaires à venir**.

Alerte industrielle: l'Europe peut-elle encore agir assez vite?

Dans sa *Chronique économique* du 12 février, Amid Faljaoui relaie un signal fort venu d'Anvers : **plus de 1 300 entreprises européennes ont interpellé publiquement les institutions européennes**, dénonçant une perte accélérée de compétitivité industrielle.

Le constat est brutal :

- Une **centaine de sites chimiques fermés en un an**,
- Des **dizaines de milliers d'emplois supprimés**,
- Des coûts énergétiques jusqu'à **quatre fois supérieurs à ceux des États-Unis** pour certaines industries.

Les industriels pointent moins un excès de concurrence qu'un **décalage entre le temps économique mondial et le temps politique européen**. Pendant que Washington et Pékin déploient rapidement des plans industriels massifs, l'Europe reste engluée dans des procédures administratives longues et des normes perçues comme instables.

Le cœur du message n'est pas protectionniste. Les entreprises réclament :

- une **énergie à prix compétitif**,
- une **simplification réglementaire réelle**,
- et une capacité à investir sans délais administratifs dissuasifs.

Pourquoi c'est stratégique pour les investisseurs

Ce signal dépasse le seul secteur chimique. Il pose une question centrale : **La souveraineté européenne peut-elle se construire sans base industrielle compétitive ?**

Les politiques de souveraineté numérique, les ambitions sur les semi-conducteurs, les data centers, l'IA ou la défense supposent un socle industriel solide. Si les coûts énergétiques et la complexité réglementaire continuent d'éroder la compétitivité, la stratégie européenne risque de rester déclarative.

Impact attendu pour les investisseurs

Pour les investisseurs, cela implique :

- une vigilance accrue sur les **secteurs industriels exposés aux coûts énergétiques**,
- une analyse fine de la **capacité réelle de l'UE à transformer ses annonces en mesures opérationnelles**,
- et un arbitrage stratégique entre les marchés européens, américains et asiatiques, selon la vitesse d'exécution politique.

En résumé, cette chronique rappelle un point essentiel : **la souveraineté ne se décrète pas ; elle se finance, se simplifie et s'exécute.**

✦ Souveraineté numérique: Amazon LEO défie l'Europe dans l'espace

L'industrie spatiale et des télécommunications entre dans une **nouvelle ère de concurrence stratégique**. Le **réseau de satellites Amazon Leo**, anciennement Project Kuiper, poursuit son déploiement d'une constellation de milliers de satellites en orbite basse afin d'offrir un **Internet haut débit mondial**, y compris en Europe.

Ce réseau, autorisé par la **Federal Communications Commission (FCC)** à déployer plus de **3 200 satellites**, vise à concurrencer directement **Starlink (SpaceX)**, qui compte déjà plusieurs milliers de satellites en orbite, et d'autres projets comme **OneWeb/Eutelsat**.

L'un des tournants récents a été la **mise en orbite de 32 satellites via le lanceur européen Ariane 6**, marquant une **collaboration industrielle importante** entre Amazon Leo et l'écosystème spatial européen. Ce succès technique illustre à la fois la capacité industrielle européenne à soutenir des programmes ambitieux et la dépendance à l'égard d'acteurs privés pour atteindre des objectifs de connectivité spatiale avancée.

Les **principaux enjeux** de souveraineté concernent **la dépendance aux infrastructures non européennes** : bien que certains satellites soient lancés depuis l'Europe, l'opérateur demeure une entreprise américaine, ce qui soulève des questions quant à la pleine maîtrise des réseaux de connectivité. **La compétition stratégique** constitue également un autre enjeu majeur. Une constellation comme Amazon Leo peut devenir un **vecteur de puissance technologique**, capable d'influencer l'accès à Internet mondial et les standards de communication. **La réponse européenne** réside dans le développement du projet **IRIS²**, soutenu par l'Union européenne, vise à créer une constellation satellitaire *européenne* propre, renforçant l'autonomie numérique du continent face aux géants extra-européens.

Impact pour les investisseurs

- ✓ **Infrastructure stratégique critique** : les constellations LEO ne sont plus un secteur de niche ; elles deviennent des infrastructures numériques essentielles à la souveraineté, à la cybersécurité et à la résilience des réseaux.
- ✓ **Nouveaux marchés et services** : l'accès haut débit par satellite ouvre des opportunités pour les acteurs des télécoms, de l'IoT, des services cloud et des communications gouvernementales.
- ✓ **Risques réglementaires et géopolitiques** : la domination de fournisseurs non-européens dans ce segment pose des défis en termes d'indépendance stratégique et de normes techniques, ce qui pourrait influencer des réglementations futures sur les fréquences, le spectre ou la sécurité des données.
- ✓ **Impact potentiel sur les valorisations** : les acteurs capables d'intégrer ou de soutenir ces réseaux (via des services complémentaires ou des partenariats industriels locaux) pourraient bénéficier d'une **prime de rareté technologique** dans les portefeuilles orientés vers les infrastructures de demain.

Ce phénomène montre que **la souveraineté numérique ne se limite pas aux données ou aux logiciels ; elle inclut aussi la maîtrise des couches physiques de connectivité, jusque dans l'espace.**

✦ **Data centers: souveraineté, investissements et limites structurelles**

📍 **Data centers : piliers économiques de la souveraineté numérique française**

Les data centers continuent de s'imposer comme un **pilier de l'investissement industriel en France**, bien au-delà de leur rôle technique. Contrairement à une simple activité de stockage, ces infrastructures génèrent une **valeur économique directe et stratégique** dont entre autres :

✓ **Des retombées financières substantielles** : les exploitations de data centers génèrent chaque année des recettes fiscales locales et nationales d'un montant de milliards d'euros, dynamisent les filières de services IT et attirent des investissements étrangers.

✓ **Des effets multiplicateurs sur l'emploi** : bien que souvent moins intensifs en emplois que l'industrie lourde, les data centers créent une demande durable de compétences spécialisées en opérations, en réseau, en cloud et en cybersécurité.

✓ **Un vecteur de souveraineté numérique** : en consolidant des plateformes locales de traitement et d'hébergement des données, la France réduit sa dépendance aux géants du cloud extra-européens, ce qui favorise une **maîtrise accrue des flux de données sensibles**.

Les principaux points de vigilance :

- La forte consommation énergétique de ces infrastructures reste un enjeu matériel et réglementaire majeur, poussant à des solutions plus durables et innovantes.
- L'hébergement souverain de données financières, industrielles ou de santé devient un **critère de compétitivité stratégique pour les acteurs européens**.

Impact pour les investisseurs

Les data centers ne sont plus de simples actifs immobiliers ou techniques mais sont devenus des **infrastructures critiques de l'économie numérique**, avec :

- un **profil de revenus récurrents élevé** (hébergement, cloud, services associés) ;
- une **résilience conjoncturelle** accrue, même en période de ralentissement industriel ;
- une **dimension stratégique** dans les arbitrages entre la souveraineté numérique et la dépendance technologique.

L'expansion des data centers illustre une tendance plus large : **la production et l'hébergement de services numériques deviennent des éléments clés de la souveraineté, de la croissance et de la compétitivité à long terme.**

📍 **Data centers en France : milliards en jeu... mais obstacles persistants**

Deux actualités récentes éclairent le moment crucial que traverse la filière data centers en France, entre opportunités massives et défis structurels.

Immobilier industriel transformé en géant numérique

Dans le Pas-de-Calais, le groupe néerlandais Nebius va investir plusieurs milliards d'euros pour convertir l'ancienne usine Bridgestone du site de Béthune en l'un des plus grands data centers d'Europe. Ce projet illustre l'ampleur des transformations en cours : des sites industriels historiques se transforment en hubs numériques, attirant des capitaux étrangers et servant de socle à des plateformes de cloud, de calcul intensif et de services hébergés.

Ce que cela montre :

- La forte attractivité de la France pour l'implantation de data centers de grande échelle.
- L'intérêt des investisseurs internationaux, qui considèrent les infrastructures numériques comme des *actifs stratégiques à long terme*.

Mais ce boom rencontre également des freins importants.

Obstacles structurels au développement des data centers

Un an après le sommet consacré à l'intelligence artificielle, plusieurs contraintes ralentissent l'essor des data centers en France :

- Coût de l'électricité : les tarifs industriels élevés pèsent lourdement sur la rentabilité des exploitations.
- Disponibilité foncière limitée : les sites adaptés ne sont pas suffisants face à la demande croissante.
- Spéculation foncière : l'appétit pour les terrains s'accroît, faisant grimper les coûts d'implantation et créant une dynamique inflationniste.

Ces obstacles montrent que le potentiel de croissance est réel, mais que des ajustements politiques et infrastructurels sont nécessaires pour que cette filière devienne pleinement compétitive à l'échelle européenne.

Pourquoi les investisseurs doivent suivre ce dossier

- ✓ Un levier de croissance structurelle : les data centers sont au cœur des transitions numériques (cloud, IA, calcul intensif). Leur développement peut générer des revenus récurrents élevés et des effets multiplicateurs sur l'économie numérique.
- ✓ Signal de souveraineté numérique : l'implantation de grandes infrastructures sur le sol national réduit une dépendance traditionnelle aux plateformes étrangères et renforce la maîtrise des données.
- ✓ Risques à surveiller :
 - Énergie & coûts opérationnels : si les disparités tarifaires persistent, certains projets peuvent devenir non viables.
 - Foncier & réglementation : la spéculation et les délais administratifs peuvent retarder les déploiements, réduisant l'attractivité du pays.
- ✓ Effets indirects : la croissance des data centers soutient des secteurs adjacents — réseaux électriques, productions renouvelables, services de cybersécurité, solutions de refroidissement et infrastructures industrielles.

En synthèse

Le boom des data centers en France n'est pas une bulle conjoncturelle ; il répond à une demande structurelle de capacités numériques, portée par l'IA, le cloud et l'économie digitale. Mais pour que ce potentiel se concrétise en avantage compétitif européen, il faudra lever les obstacles énergétiques, fonciers et réglementaires qui freinent aujourd'hui son plein développement.

La bataille ne se joue plus seulement sur la technologie ; elle se joue aussi sur l'infrastructure énergétique, foncière et réglementaire. Autrement dit, la souveraineté numérique passe par des serveurs mais aussi par des mégawatts, des permis de construire et des arbitrages politiques.

🚩 Hugging Face: l'IA open source comme levier européen de souveraineté technologique

La récente actualité autour de **Hugging Face**, qui a refusé une offre de 500 M\$ de Nvidia pour rester indépendante, illustre une posture stratégique atypique mais de plus en plus significative dans l'écosystème mondial de l'IA : privilégier l'open source et l'autonomie plutôt que l'alignement sur les géants techno-industriels.

En adoptant l'**open source comme stratégie de souveraineté** et en privilégiant des modèles, outils et datasets ouverts, Hugging Face contribue à réduire la dépendance européenne vis-à-vis des architectures propriétaires

dominées par les GAFA/Big Tech, renforçant un écosystème technologique plus accessible et collaboratif. Des partenariats ont également été noués avec des acteurs comme Meta, Scaleway ou des incubateurs français pour accélérer l'adoption d'IA ouverte par les start-ups, stimulant ainsi l'innovation locale.

On assiste également au développement de **modèles européens et projets souverains complémentaires** : des projets comme le modèle **Apertus**, issu d'institutions suisses et conçu pour être conforme aux normes européennes, montrent qu'une **IA souveraine, conforme aux règles locales, peut émerger**.

Enjeux pour la France et l'Europe

L'approche de Hugging Face s'inscrit dans une dynamique plus vaste ayant pour objectif d'**accélérer l'adoption de l'IA sans verrouillage propriétaire**, de **favoriser la circulation des connaissances et compétences européennes**, et de **consolider une base de technologies open source qui peut alimenter les entreprises locales**.

Cette stratégie contraste avec celle des grands acteurs américains, qui misent souvent sur des modèles fermés ou verrouillés. Elle illustre que l'Europe peut **créer des alternatives crédibles**, même si cela implique de renoncer à des capitaux importants afin de préserver son autonomie décisionnelle.

Impact pour les investisseurs

Pour les investisseurs, cela pourrait signifier :

- **Une diversification stratégique** : l'open source offre un modèle business différent, axé sur la **communauté, l'écosystème et l'adoption diffuse**, plutôt que sur la simple monétisation propriétaire.
- **Une valorisation différenciée** : des entreprises comme Hugging Face démontrent qu'il est possible d'atteindre des **valorisations élevées sans dépendre des capitaux des géants technologiques**, ce qui peut attirer des investisseurs cherchant des modèles alternatifs durables.
- **Un positionnement européen attractif** : en soutenant des plateformes qui favorisent l'innovation collaborative et l'indépendance technologique, les investisseurs peuvent **capitaliser sur une souveraineté numérique renforcée**, un thème de plus en plus valorisé par les décideurs politiques et les gros clients institutionnels.

En résumé, la démarche de Hugging Face ne se limite pas à une posture philosophique. Elle représente un **pari d'écosystème** qui pourrait s'avérer structurant pour l'IA européenne et attirer une nouvelle génération de capitaux stratégiques.

Contexte global et tendances à surveiller

Plusieurs tendances structurantes semblent émerger. On assiste à une **consolidation réglementaire et un filtrage du marché**. La fin des régimes transitoires tels que MiCA, la montée en puissance des exigences de compétences et la supervision potentiellement centralisée des grands gestionnaires d'actifs indiquent que la conformité devient une réelle barrière à l'entrée structurelle. On peut ainsi s'attendre à des consolidations sectorielles, à une concentration autour d'acteurs mieux capitalisés et à une professionnalisation accrue des intermédiaires.

Concernant la convergence entre les crypto-actifs et la finance traditionnelle, la dynamique actuelle montre une normalisation progressive des crypto-actifs dans le cadre financier classique. Les stablecoins, longtemps perçus comme des instruments hybrides ou expérimentaux, évoluent vers un statut de **moyens de paiement régulés**, avec des exigences croissantes en matière de réserves, de transparence et de supervision. Parallèlement, le projet d'**euro numérique** progresse au niveau européen, confirmant que les banques centrales ne laissent plus le champ monétaire aux seules initiatives privées. Dans le même temps, la responsabilisation accrue des plateformes, qu'il s'agisse d'agrèments MiCA, d'exigences en matière de compétences ou d'obligations de protection des investisseurs, rapproche les acteurs crypto des standards applicables aux intermédiaires financiers traditionnels. La frontière entre la finance numérique et la finance classique s'estompe. Les crypto-actifs ne sont plus en marge du système et s'y intègrent progressivement, avec des exigences comparables en matière de gouvernance, de liquidité et de gestion des risques.

Le sujet de la souveraineté économique semble, quant à lui, se heurter à des problématiques liées à la vitesse d'exécution. L'Europe affiche une ambition stratégique claire : renforcer l'intégration des marchés de capitaux, faire émerger des champions industriels et consolider son autonomie numérique. Mais cette ambition se heurte à une contrainte fondamentale : **la souveraineté suppose une base industrielle compétitive et réactive**. Le signal venu d'Anvers, avec l'alerte des industriels européens sur les coûts énergétiques et la lenteur administrative, rappelle une tension centrale : l'Europe ambitionne la puissance économique, mais son rythme décisionnel reste parfois en décalage avec la vitesse d'exécution américaine ou asiatique. Dans ce contexte, trois variables deviennent déterminantes : le **coût et la disponibilité de l'énergie**, la **simplification réglementaire réelle** et la **rapidité des décisions d'investissement et d'autorisation**. La souveraineté ne se décrète pas. Elle s'exécute.

Dans ce nouvel environnement, la dimension géographique redevient centrale. Les États-Unis bénéficient d'une forte capacité d'exécution politique et industrielle, avec des plans massifs et rapides. L'Europe cherche à accélérer son intégration réglementaire et financière afin de renforcer sa cohérence stratégique. L'Asie poursuit des investissements soutenus dans les technologies critiques, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques. Dans ce contexte, les flux d'investissement pourraient dépendre de plus en plus de la **clarté et de la stabilité réglementaire**, de la **sécurité énergétique** et de la **cohérence stratégique des blocs économiques**. La localisation du risque et de la résilience devient un critère d'allocation.

Nous semblons donc entrer dans une phase où la régulation devient un outil stratégique, l'infrastructure un enjeu géopolitique et la souveraineté un facteur structurant de l'allocation du capital. Pour les investisseurs, la lecture macroéconomique ne suffit plus. Elle doit désormais intégrer une lecture réglementaire, énergétique et technologique. La performance future ne dépendra pas uniquement de l'innovation ou de la croissance, mais aussi de la capacité à évoluer dans un environnement **juridiquement stable, énergétiquement soutenable et technologiquement maîtrisé**.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Seqlense Newsletter - Decoding regulations for investors

16 February 2026



This week, a clear trend is emerging: **regulation is no longer just about supervising markets; it is becoming a tool of economic and strategic power.**

In the crypto-asset sector, the MiCA transition period is nearing its end. The deadlines are no longer theoretical: they involve closures, consolidations and a real restructuring of the European market. In the United Kingdom, the FCA is stepping up enforcement of the rules. Globally, stablecoins are gradually moving towards a regulated payment instrument status.

In traditional finance, the ECB is opening the debate on European supervision of large asset managers. The European Parliament is moving forward on the digital euro. Ursula von der Leyen is calling for an end to the fragmentation of the single market. Europe wants to become an integrated power capable of competing with the United States and China.

But there is another common thread running through all these topics: **sovereignty is no longer just a matter of legislation; it is also a matter of infrastructure.** LEO satellites, data centres, open source AI, industrial energy and more: behind every digital or financial ambition lies a more fundamental question, that of control over critical capabilities.

Regulation is therefore becoming a qualitative filter. It selects players capable of absorbing complexity, investing in compliance and controlling their technological value chain.

For investors, the change appears to be structural: regulatory risk is no longer peripheral; it is an integral part of the economic model.

The weak signal to remember from the week

The weak signal to remember this week mainly concerns **European regulation, which is gradually shifting towards systemic players and critical infrastructure.**

This movement is discreet but profound, with, among other things, the end of the MiCA transitional period involving the screening of crypto service providers, a proposal by ESMA to supervise large asset managers, progress on the digital euro project, expanded crypto sanctions, pressure to simplify the single market, and massive investments in data centres and satellites.

What is changing is not only the level of regulation, but also its target. Regulation no longer focuses solely on isolated products or behaviours. It now targets large intermediaries, payment infrastructures, connectivity networks, storage and computing capacities, and AI models. In other words, **what is becoming strategic is control over the foundations of the financial and digital system.**

For investors, this means that the jurisdiction of establishment, regulatory robustness, energy dependence and technological mastery are becoming variables for analysis that are just as important as growth or profitability.

This movement is not yet fully integrated into valuations, but it is already redrawing the hierarchy of resilience among players.

The week's highlights:

Contextual and regulatory developments

Focus on crypto-assets

Crypto-assets: End of the MiCA transitional period in sight

The Autorité des marchés financiers (AMF) reminds stakeholders that the transitional period allowing certain digital asset service providers (DASPs) to operate without full authorisation under the MiCA regime will expire

on **1 July 2026**. The providers concerned must finalise their applications for authorisation or consider the orderly cessation of their activities in order to remain compliant.

Consequences for non-compliant companies: The AMF emphasises that digital asset service providers that have **not submitted a complete application for MiCA authorisation by 1 July 2026** will no longer be able to legally continue their activities in the European Union. In practical terms, these companies will have to **proceed with an orderly closure of their services**, suspend access for their clients or transfer their portfolios to authorised providers in order to avoid regulatory sanctions. This deadline is therefore a real and binding one, likely to lead to reductions in the range of services **offered, market exits and sector consolidation** in the shorter term.

Impact for investors

This reminder formalises a major regulatory deadline that could lead to the **closure or consolidation of non-compliant operators**, reducing the supply of services and potentially affecting market access.

Civil proceedings against crypto platforms in the UK

The UK regulator, the **FCA**, has brought **civil proceedings against the crypto exchange HTX** for illegally promoting cryptoasset services to consumers, in breach of the **Financial Services and Markets Act 2000**.

Impact for investors

The increased enforcement of rules on financial promotions related to crypto assets in the UK illustrates a **broader trend towards holding platforms accountable for compliance with market standards and consumer protection**.

Global developments in crypto frameworks: UK and stablecoins

In Europe and the UK, regulators are refining their respective frameworks. The comprehensive regulatory status of platforms and assets (including tokens used as currency or means of payment) is intensifying, with clearly defined deadlines and authorisation regimes set for 2026-2027.

Impact for investors

The anticipation of new authorisation regimes, particularly in the UK, may affect the availability of services and the cost of access depending on the jurisdiction.

✦ Pro-regulation crypto sanctions within the EU

The **European Commission** has proposed banning all **crypto transactions involving entities linked to Russia**, broadening the scope of digital sanctions to circumvent the usual means of circumventing international sanctions.

Impact for investors

This could restrict cross-border flows of crypto assets in certain geopolitical contexts, with implications for portfolios exposed to projects or platforms operating or relocating services at risk of sanctions circumvention.

✦ Global trends in stablecoin regulation

Globally, several economies (EU, UK, US, Singapore, etc.) are moving towards regulatory frameworks that classify stablecoins as regulated payment instruments rather than simply speculative crypto assets, with requirements such as full reserve backing and guaranteed redemption rights.

Impact for investors

This move **towards clear regulation of stablecoins** strengthens institutional confidence and could facilitate adoption by integrated payment and financial services.

Focus on Traditional Finance and Industry

✦ Digital euro: major parliamentary breakthrough

The **European Parliament** has approved the **Council's position** on the design of a **digital euro** that would work both online and offline, marking significant legislative progress towards a **European CBDC accessible by 2029**.

Impact for investors

This vote signals a concrete political commitment to a **European central bank digital currency** that could reshape payments, financial inclusion and competition with private stablecoins in the long term.

📌 Towards European supervision of asset management giants

The European Central Bank (ECB) recently recommended that **the European Securities and Markets Authority (ESMA) become the central supervisory body for the largest asset managers operating in the European Union**, such as BlackRock, Amundi and DWS, in order to address the ‘blind spots’ of the current system, which is fragmented by national supervision.

This change is being proposed because these players currently manage around €6.3 trillion in assets across Europe, yet are mainly supervised at national level, which can mask cross-border systemic risks that are difficult for individual regulators to detect. Supervision coordinated by ESMA would strengthen the consistency of oversight, limit systemic vulnerabilities and improve the transparency of credit and liquidity flows to the European economy.

The ECB blog suggests that ESMA should coordinate ‘colleges of national supervisors’ to monitor the 10–15 largest asset managers in the EU, building on the existing framework of the European System of Financial Supervision (ESFS).

Background note: This proposal does not necessarily reflect a formal policy decision by the ECB or the European Union, but it highlights a growing debate on the need for more integrated European financial supervision in the face of the internationalisation of financial players.

Impact for investors

- ✓ **Reduction of systemic risks:** More integrated supervision can improve the early detection of risks across the entire market, which is crucial for the stability of multi-asset portfolios.
- ✓ **Regulatory clarity:** Centralising the supervision of large asset managers could harmonise the application of rules within the EU, reduce divergences between jurisdictions and facilitate cross-border fund management.
- ✓ **Increased market confidence:** More robust European supervision can strengthen institutional and retail investors' confidence in the financial sector's resilience to economic shocks.
- ✓ **EU competitiveness:** By strengthening its supervisory infrastructure, the European Union can better compete with the United States and China in global capital markets.

🚩 **European sovereignty: Ursula von der Leyen urges the EU to act**

Faced with **increasingly intense global economic competition**, European Commission President Ursula von der Leyen sent a clear message on the sidelines of a European summit: Europe must break down its internal regulatory and administrative barriers if it wants to become a **global economic player** and compete with the United States and China in the long term.

Ursula von der Leyen criticised **the regulatory fragmentation of the single market**, with 27 national legal systems and more than 300 marketplaces, which she said was hampering competitiveness and innovation in Europe. She advocates **faster integration of the capital market**, simplification of standards and smoother access to finance for European companies, measures deemed essential to stimulate investment and growth. With this in mind, the Commission and Member States are preparing an **action plan for 2028** aimed at strengthening market cohesion, reducing regulatory costs and facilitating the creation of European industrial champions.

This discourse is part of a broader dynamic: Europe no longer wishes to be content with defending a fragmented economic model, but wants to **become an integrated economic power**, capable of attracting and supporting large-scale private investment, particularly in strategic sectors such as AI, energy, defence and critical technologies.

Impact for investors

Regulatory harmonisation could reduce compliance burdens and entry costs for European and foreign players wishing to operate in the EU, thereby offering a **genuine reduction in compliance costs**. **Access to capital could also be smoother**, as the deepening of the capital market can **facilitate the flow of private funds**, boost financing for innovative projects and strengthen institutional investor confidence. More integrated rules could enable medium-sized and large companies to **scale up more quickly** in the face of historically better-integrated American or Chinese rivals.

However, there are risks of political divergence. Tensions between countries favouring more protectionist approaches and those favouring liberalisation could persist, requiring **increased regulatory monitoring** to anticipate trade-offs.

In summary, Ursula von der Leyen's warning signals a **major strategic transition**: Europe is seeking to move beyond the fragmented single market to become a **competitive, integrated and sovereign economic powerhouse**. For investors, this development could open up new opportunities, but it could also require them to adapt their strategies to **upcoming structural and regulatory reforms**.

✦ Industrial alert: can Europe still act quickly enough?

In his *Chronique économique* column on 12 February, Amid Faljaoui relayed a strong signal from Antwerp: **more than 1,300 European companies have publicly called on the European institutions**, denouncing an accelerated loss of industrial competitiveness.

The findings are stark:

- **Around 100 chemical sites closed in one year,**
- **Tens of thousands of jobs lost,**
- Energy costs up to **four times higher than in the United States** for certain industries.

Industrialists point less to excessive competition than to a **disconnect between global economic time and European political time**. While Washington and Beijing are rapidly rolling out massive industrial plans, Europe remains mired in lengthy administrative procedures and standards that are perceived as unstable.

The core of the message is not protectionist. Companies are calling for:

- **competitively priced energy,**
- **genuine regulatory simplification,**
- and the ability to invest without dissuasive administrative delays.

Why is this strategic for investors

This signal goes beyond the chemical sector alone. It raises a central question: **Can European sovereignty be built without a competitive industrial base?**

Digital sovereignty policies and ambitions in semiconductors, data centres, AI and defence require a solid industrial base. If energy costs and regulatory complexity continue to erode competitiveness, the European strategy risks remaining merely declarative.

Expected impact for investors

For investors, this implies:

- increased vigilance in industrial sectors exposed to energy costs,
- a detailed analysis of the EU's real capacity to transform its announcements into operational measures,
- and strategic arbitration between the European, American and Asian markets, depending on the speed of policy implementation.

In summary, this column highlights an essential point: **sovereignty cannot be decreed; it must be financed, simplified and executed.**

✦ Digital sovereignty: Amazon LEO challenges Europe in space

The space and telecommunications industry is entering a **new era of strategic competition**. The **Amazon Leo satellite network**, formerly Project Kuiper, is continuing its deployment of a constellation of thousands of low-orbit satellites to provide **global high-speed Internet**, including in Europe.

This network, authorised by the **Federal Communications Commission (FCC)** to deploy more than **3,200 satellites**, aims to compete directly with **Starlink (SpaceX)**, which already has several thousand satellites in orbit, and other projects such as **OneWeb/Eutelsat**.

One of the recent milestones was the **launch of 32 satellites via the European Ariane 6** launcher, marking an **important industrial collaboration** between Amazon Leo and the European space ecosystem. This technical success illustrates both Europe's industrial capacity to support ambitious programmes and its dependence on private actors to achieve advanced space connectivity objectives.

The **main sovereignty issues** concern **dependence on non-European infrastructure**: although some satellites are launched from Europe, the operator remains an American company, raising questions about full control of connectivity networks. **Strategic competition** is also another major issue. A constellation such as Amazon Leo can become a **vector of technological power**, capable of influencing global Internet access and communication standards.

The European response lies in the development of the **IRIS²** project, supported by the European Union, which aims to create a *European* satellite constellation, strengthening the continent's digital autonomy in the face of extra-European giants.

Impact for investors

✓ **Critical strategic infrastructure**: LEO constellations are no longer a niche sector; they are becoming essential digital infrastructure for sovereignty, cybersecurity, and network resilience.

✓ **New markets and services**: satellite broadband access opens up opportunities for players in telecoms, IoT, cloud services and government communications.

✓ **Regulatory and geopolitical risks**: the dominance of non-European providers in this segment poses challenges in terms of strategic independence and technical standards, which could influence future regulations on frequencies, spectrum or data security.

✓ **Potential impact on valuations:** players capable of integrating or supporting these networks (through complementary services or local industrial partnerships) could benefit from a **technological scarcity premium** in portfolios focused on tomorrow's infrastructure.

This phenomenon demonstrates that digital sovereignty is not limited to data or software; it also encompasses control over the physical layers of connectivity, including **in space**.

✦ **Data centres: sovereignty, investment and structural limitations**

📌 **Data centres: economic pillars of French digital sovereignty**

Data centres continue to establish themselves as a **pillar of industrial investment in France**, far beyond their technical role. Unlike simple storage activities, these infrastructures generate direct and strategic economic value, including:

✓ **Substantial financial benefits:** data centre operations generate billions of pounds in local and national tax revenue each year, boost the IT services sector and attract foreign investment.

✓ **Multiplier effects on employment:** although often less labour-intensive than heavy industry, data centres create a sustainable demand for specialised skills in operations, networking, cloud computing and cybersecurity.

✓ **A vector for digital sovereignty:** by consolidating local data processing and hosting platforms, France is reducing its dependence on non-European cloud giants, which promotes **greater control over sensitive data flows**.

Key points to watch:

- The high energy consumption of these infrastructures remains a major material and regulatory challenge, driving the search for more sustainable and innovative solutions.
- Sovereign hosting of financial, industrial and health data is becoming a **strategic competitive criterion for European players**.

Impact for investors

Data centres are no longer simply real estate or technical assets, but have become **critical infrastructure for the digital economy**, with:

- a **high recurring revenue profile** (hosting, cloud, associated services);

- increased **economic resilience**, even during periods of industrial slowdown;
- a **strategic dimension** in the trade-offs between digital sovereignty and technological dependence.

The expansion of data centres illustrates a broader trend: **the production and hosting of digital services are becoming key elements of sovereignty, growth and long-term competitiveness.**

📌 **Data centres in France: billions at stake... but persistent obstacles**

Two recent news items highlight the critical moment the data centre sector in France is facing, marked by significant opportunities and structural challenges.

Industrial real estate transformed into a digital giant

In Pas-de-Calais, the Dutch group Nebius is set to invest several billion euros to convert the former Bridgestone factory in Béthune into one of the largest data centres in Europe. This project illustrates the scale of the transformations underway: historic industrial sites are being transformed into digital hubs, attracting foreign capital and serving as a foundation for cloud, high-performance computing and hosted services platforms.

What this shows:

- France's strong appeal for the establishment of large-scale data centres.
- The interest of international investors, who consider digital infrastructure to be *strategic long-term assets*.

But this boom is also facing significant obstacles.

Structural obstacles to the development of data centres

One year after the summit on artificial intelligence, several constraints are slowing down the growth of data centres in France:

- Electricity costs: high industrial tariffs weigh heavily on the profitability of operations.
- Limited land availability: there are not enough suitable sites to meet growing demand.
- Land speculation: demand for land is growing, driving up location costs and creating inflationary pressure.

These obstacles show that the growth potential is real, but that policy and infrastructure adjustments are needed for this sector to become fully competitive at the European level.

Why investors should follow this issue

- ✓ A lever for structural growth: data centres are at the heart of digital transitions (cloud, AI, high-performance computing). Their development can generate high recurring revenues and multiplier effects on the digital economy.
- ✓ A sign of digital sovereignty: the establishment of large infrastructures on national soil reduces traditional dependence on foreign platforms and strengthens data control.
- ✓ Risks to watch:
 - Energy & operating costs: if price disparities persist, some projects may become unviable.
 - Land & regulation: speculation and administrative delays can delay deployments, reducing the country's attractiveness.
- ✓ Indirect effects: the growth of data centres supports adjacent sectors — electricity grids, renewable energy production, cybersecurity services, cooling solutions and industrial infrastructure.

In summary

The boom in data centres in France is not a temporary bubble; it responds to a structural demand for digital capacity, driven by AI, the cloud and the digital economy. But for this potential to translate into a competitive advantage for Europe, the energy, land and regulatory obstacles that are currently hindering its full development will have to be removed.

The battle is no longer just about technology; it is also about energy, land and regulatory infrastructure.

In other words, digital sovereignty depends not only on servers, but also on megawatts, building permits and political decisions.

🚩 **Hugging Face: open source AI as a lever for European technological sovereignty**

The recent news surrounding Hugging Face, which **rejected a £400 million offer from Nvidia to remain independent, illustrates an atypical yet increasingly significant strategic stance in the global AI ecosystem: favouring open-source** and autonomy over alignment with techno-industrial giants.

By adopting open-source as a strategy for sovereignty and favouring open models, tools, and datasets, Hugging Face is helping reduce European dependence on proprietary architectures dominated by GAF/Big Tech, strengthening a more accessible and collaborative technological ecosystem. Partnerships have also been forged with players such as Meta, Scaleway and French incubators to accelerate the adoption of open AI by start-ups, thereby stimulating local innovation.

We are also seeing the development of complementary European models and sovereign projects. Projects such as the Apertus model, developed by Swiss institutions and designed to comply with European standards, demonstrate that sovereign AI, compliant with local rules, can emerge.

Challenges for France and Europe

Hugging Face's approach is part of a broader initiative to accelerate AI adoption without proprietary lock-in, promote the circulation of European knowledge and skills, and consolidate a base of open-source technologies that can fuel local businesses.

This strategy contrasts with that of the major American players, who often rely on closed or locked models. It shows that Europe can develop credible alternatives, even if that means forgoing significant capital to preserve its decision-making autonomy.

Impact for investors

For investors, this could mean:

- **Strategic diversification:** open source offers a different business model, focused on **community, ecosystem and widespread adoption**, rather than simple proprietary monetisation.
- **Differentiated valuation:** companies such as Hugging Face demonstrate that it is possible to achieve **high valuations without relying on capital from tech giants**, which may attract investors seeking sustainable alternative models.
- **An attractive European positioning:** by supporting platforms that promote collaborative innovation and technological independence, investors can capitalise on enhanced digital sovereignty, a theme that is increasingly valued by policymakers and large institutional clients.

In short, Hugging Face's approach is not limited to a philosophical stance. It represents an **ecosystem bet** that could prove to be transformative for European AI and attract a new generation of strategic capital.

Global context and trends to watch

Several transformative trends appear to be emerging. We are witnessing **regulatory consolidation and market filtering**. The end of transitional regimes such as MiCA, the rise in skill requirements and the potentially centralised supervision of large asset managers indicate that compliance is becoming a real structural barrier to entry. We can therefore expect sector consolidation, a concentration around better-capitalised players and increased professionalisation of intermediaries.

Regarding the convergence between crypto-assets and traditional finance, the current dynamic indicates a gradual normalisation of crypto-assets within the traditional financial system. Stablecoins, long perceived as hybrid or experimental instruments, are evolving toward a status as regulated means of payment, with increasing requirements for reserves, transparency, and supervision. At the same time, the **digital euro** project is progressing at the European level, underscoring that central banks are no longer leaving the monetary field to private initiatives. At the same time, the increased accountability of platforms, whether through MiCA authorisations, competence requirements, or investor protection obligations, is bringing crypto players closer to the standards applicable to traditional financial intermediaries. The boundary between digital finance and traditional finance is blurring. Crypto-assets are no longer on the fringes of the system and are gradually being integrated into it, with comparable requirements in terms of governance, liquidity and risk management.

The issue of economic sovereignty, meanwhile, appears to be hindered by execution speed. Europe has a clear strategic ambition: to strengthen capital market integration, foster the emergence of industrial champions, and consolidate its digital autonomy. But this ambition faces a fundamental constraint: sovereignty requires a competitive and responsive industrial base. The signal from Antwerp, with European manufacturers warning about energy costs and administrative delays, highlights a key tension: Europe aspires to economic power, but its decision-making pace sometimes lags behind the speed of execution in the US or Asia. In this context, three variables become decisive: the **cost and availability of energy, genuine regulatory simplification and rapid investment and authorisation decisions**. Sovereignty cannot be decreed. It must be executed.

In this new environment, geography is once again becoming central. The United States benefits from strong political and industrial execution capacity, with massive and rapid plans.

Europe is seeking to accelerate regulatory and financial integration to strengthen its strategic coherence. Asia continues to invest heavily in critical technologies, semiconductors, and digital infrastructure. In this context,

investment flows could increasingly depend on **regulatory clarity and stability, energy security** and the **strategic coherence of economic blocs**. The location of risk and resilience is becoming an allocation criterion.

We therefore seem to be entering a phase where regulation is becoming a strategic tool, infrastructure a geopolitical issue and sovereignty a structuring factor in capital allocation. For investors, macroeconomic analysis is no longer enough. It must now incorporate regulatory, energy and technological analysis. Future performance will depend not only on innovation and growth, but also on the ability to evolve in a legally stable, energy-sustainable and technologically controlled environment.

Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.